ML. L. 5583/2.

1 F III 1957

coördinatie (1)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 14 janvier 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions de l'arrêté du Régent du 15 mars 1949 qui règle l'organisation des cours professionnels pour officiers et candidats officiers de sapeurs-pompiers", a donné le 25 février 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e januari 1957 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van sommige bepalingen van het besluit van de Regent dd. 15 maart 1949, waarbij het inrichten van vakcursussen voor officieren en candidaat-officieren geregeld is", heeft de 25e februari 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à modifier l'arrêté du Régent du 15 mars 1949 qui règle l'organisation des cours professionnels pour officiers et candidats officiers de sapeurs-pompiers, et principalement :

1° à mettre à charge de l'Etat les risques courus par les professeurs, par les directeurs de cours et par les membres des jurys dans l'exercice de leur mission;

2° à étendre aux élèves excusés à l'examen, le bénéfice des indemnités de séjour et de parcours;

3° à majorer les taux des allocations des professeurs et des membres des jurys et des indemnités de séjour des élèves.

\+

\+ \+

La disposition du projet relative aux risques aura pour effet, selon les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exposées au Conseil d'Etat, de mettre à charge de l'Etat, sauf en cas de dol ou de faute lourde, l'indemnisation intégrale de tous dommages subis par les professeurs, les directeurs des cours et les membres des jurys dans l'exercice de leur mission, ainsi que, sous les mêmes réserves, les dommages et intérêts qui pourraient être dus par les intéressés à la suite d'un accident survenu à un tiers au cours de cette même mission.

.../...

Le texte tend ainsi à couvrir :

1° le risque professionnel en ce qui concerne les professeurs, membres du jury et directeurs des cours;

2° la responsabilité de ces mêmes personnes à l'égard des tiers, sauf en cas de dol ou de faute lourde.

L'article 1er, 4°, de la loi du 16 juin 1937 attribue au Roi le pouvoir de prendre, même en temps de paix, les mesures nécessaires pour "la protection de la population et du patrimoine national contre les attaques aériennes et d'une manière générale, contre toutes atteintes de l'ennemi".

Cette disposition permet au Roi de prendre les mesures nécessaires à la formation des pompiers. On pourrait donc admettre qu'elle l'autorise à couvrir le risque professionnel auquel sont soumis les professeurs, les membres du jury et les directeurs des cours. Une telle mesure ne va, en effet, à l'encontre d'aucune loi. Toutefois, les pouvoirs ainsi conférés au Roi par la loi du 16 juin 1937 ne vont pas jusqu'à lui permettre de s'immiscer dans la matière de la responsabilité quasi-délictuelle que règle la loi.

\+

\+ \+

La disposition qui réserve à certains élèves le remboursement de leurs frais de séjour et de parcours, n'exprime pas d'une manière adéquate la pensée de ses auteurs. Suivant les renseignements fournis, le Ministre de l'Intérieur fixe, avant chaque session, le nombre

.../...

global d'élèves qui bénéficieront des avantages pécuniaires. Le remboursement n'est accordé qu'après l'examen et dans les limites du nombre fixé, aux élèves qui se sont présentés à l'examen, même s'ils ont échoué, et en outre à l'avenir aux élèves "excusés".

Si le texte prévoit en termes exprès que les élèves qui se sont présentés, seront appelés au bénéfice des indemnités dans l'ordre de leur classement, il ne précise pas s'ils seront tous appelés par priorité sur leurs condisciples excusés, ni dans quel ordre ces derniers seront classés entre eux, au cas où le nombre fixé ne permettrait pas de les indemniser tous.

Le texte devrait être remanié à la lumière de ces deux observations.

\+

\+ +

Si le projet prévoit que l'arrêté sortira ses effets au 1er janvier 1955, c'est uniquement pour donner un effet rétroactif aux majorations des taux des allocations et indemnités. La rétroactivité de toute autre disposition serait d'ailleurs inconcevable, soit en fait, soit en droit. Le texte devrait donc être rédigé en termes plus restrictifs.

\+

\+ +

.../...

Les autres observations, de pure forme, ressortent à suffisance du nouveau texte proposé ci-après. Pour l'élaboration de celui-ci, le Conseil d'Etat a notamment substitué au procédé des modifications fragmentaires celui du remplacement intégral des alinéas, des paragraphes ou des articles modifiés.

Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 15 mars 1949 réglant l'organisation des cours professionnels pour officiers et candidats officiers de sapeurs-pompiers.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 16 juin 1937 attribuant au Roi le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mobilisation de la Nation et la protection de la population en cas de guerre, notamment l'article 1er, 4°;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1935 relatif à l'organisation générale des services d'incendie, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1936 approuvant les types de règlement organique pour les corps communaux de sapeurs-pompiers professionnels et de sapeurs-pompiers volontaires, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1937, notamment les articles 3 de ces règlements;

.../...

Vu l'arrêté du Régent du 15 mars 1949 réglant l'organisation des cours professionnels pour officiers et candidats officiers de sapeurs-pompiers;

Vu l'accord de Notre Premier Ministre, donné le 28 mai 1956;

Vu l'accord du Comité du budget, donné le 21 septembre 1956;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 2 de l'arrêté du Régent du 15 mars 1949 est complété par le texte suivant :

"ainsi que toute autre matière se rapportant à la protection contre les sinistres, à déterminer par le Ministre de l'Intérieur ou par son délégué".

Article 2.-

L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. Nul ne peut être admis à suivre les cours et à subir l'examen, s'il n'est assuré pour la durée des cours et de l'examen, contre les risques qui peuvent résulter de ceux-ci.

.../...

En ce qui concerne les élèves ne faisant pas partie d'un corps de sapeurs-pompiers, les frais de cette assurance sont supportés par l'Etat, sauf s'il a été fait usage pour la deuxième fois de la faculté prévue à l'article 7".

Article 3.-

L'article 7, alinéa 4, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Il ne peut être fait usage que deux fois de la faculté prévue au présent article".

Article 4.-

L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11. § 1er. Il est octroyé aux professeurs une allocation de 150 francs par heure-cours, et aux membres du jury une allocation de 500 francs par journée d'examen.

Toutefois, les professeurs et membres du jury qui bénéficient, à charge du Trésor public, d'une allocation de prestations comme faisant partie du personnel d'inspection des services d'incendie, ou d'un traitement, n'auront droit aux allocations visées à l'alinéa 1er que si les cours et examens ont lieu le samedi après-midi, le dimanche ou un jour férié légal.

.../...

Pour la fixation de leurs indemnités pour frais de route et de séjour, les professeurs et membres du jury sont assimilés aux inspecteurs de l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 4, il est alloué aux élèves, outre le remboursement des débours réels effectués pour voyage en chemin de fer, deuxième classe, en chemin de fer vicinal, deuxième classe, ou par tout autre moyen de transport équivalent:

a) une indemnité de séjour par journée de présence complète au cours ou de participation aux examens;

b) une indemnité par nuit si, par suite de la distance ou de la difficulté des communications, l'élève est obligé de découcher.

Le taux de ces indemnités sera conforme à celui du barème en vigueur pour les commis et rédacteurs de l'Etat.

§ 3. Les indemnités de séjour et de parcours prévues au § 2, sont allouées conformément aux dispositions qui régissent les déplacements des agents de l'Etat.

§ 4. (voir les alinéas 6 à 8 de l'avis)".

.../...

Article 5.-

L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 12. Les charges résultant du paiement des indemnités et allocations, de l'assurance, des fournitures du bureau et de matériel didactique, de la location des locaux (y compris le nettoyage, le chauffage et l'éclairage), sont imputées sur le budget du Ministère de l'Intérieur".

Article 6.-

A effet au 1er janvier 1955, l'article 4 du présent arrêté, en tant qu'il majore les taux :

1° des allocations des professeurs et des membres du jury;

2° des indemnités de séjour et de parcours des élèves.

Article 7.-

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 maart 1949 dat het inrichten van vakcursussen voor officieren en kandidaat-officieren van de brandweer regelt; meer in 't bijzonder is de bedoeling :

1° de risico's waaraan leraars, directeurs van cursussen en leden van examencommissies in de uitoefening van hun opdracht blootstaan, ten laste van de Staat te brengen ;

2° aan de op het examen verontschuldigde leerlingen het voordeel van de reis- en verblijfsvergoedingen toe te kennen ;

3° de bedragen van de toelagen voor leraars en leden der examencommissies en van de verblijfsvergoedingen voor leerlingen te verhogen.

\+

\+ \+

Volgens de bedoeling der Regering zoals deze aan de Raad van State is uiteengezet, zal de bepaling van het ontwerp betreffende de risico's tot gevolg hebben dat, behalve in geval van opzet of zware schuld, ten laste van de Staat komt de algehele schadeloosstelling van alle schade die leraars, directeurs van cursussen en leden van examencommissies in de uitoefening van hun opdracht mochten ondervinden, alsook, onder hetzelfde voorbehoud, de schadevergoeding welke zij mochten verschuldigd zijn ten gevolge van een ongeval dat zich met een derde heeft voorgedaan tijdens deze opdracht.

.../...

De tekst strekt er dus toe, te dekken :

1° het beroepsrisico ten aanzien van leraars, leden van examencommissies en directeurs van cursussen ;

2° de aansprakelijkheid van deze personen ten aanzien van derden, behalve in geval van opzet of zware schuld.

Artikel 1, 4°, van de wet van 16 juni 1937 verleent aan de Koning het recht om zelfs in vredestijd de nodige maatregelen te treffen "voor de bescherming van de bevolking en van het nationaal patrimonium tegen de luchtaanvallen en, in 't algemeen, tegen alle aanvallen van de vijand".

Deze bepaling staat de Koning toe, de nodige maatregelen voor de opleiding van brandweerlieden te nemen. Men kan dus aannemen, dat zij hem machtigt tot het dekken van het beroepsrisico waaraan leraars, leden van examencommissies en directeurs van cursussen blootstaan. Zodanige maatregel gaat immers niet in tegen enige wet. Nochtans strekken de bevoegdheden welke de wet van 16 juni 1937 aan de Koning opdraagt, niet zo ver, dat hij het gebied van de aansprakelijkheid uit oneigenlijke misdrijven, door de wet zelf geregeld, kan betreden.

+

\+ +

.../...

Het voorschrift dat de terugbetaling van reis- en verblijfkosten enkel aan bepaalde leerlingen toestaat, geeft de bedoeling van de stellers niet geheel nauwkeurig weer. Naar uit ontvangen inlichtingen blijkt, bepaalt de Minister van Binnenlandse Zaken vóór elke zittijd het globale aantal leerlingen die de geldelijke voordelen zullen genieten. De terugbetaling wordt eerst na het examen en binnen de grenzen van het vastgestelde aantal verleend aan leerlingen die zich voor het examen hebben aangemeld, ook al zijn zij niet geslaagd, en in de toekomst ook aan "verontschuldigde" leerlingen.

Al wordt uitdrukkelijk gezegd dat de opgekomen leerlingen in de volgorde van hun rangschikking voor die vergoedingen in aanmerking komen, er wordt in het duister gelaten of zij allen prioriteit hebben op de "verontschuldigde" leerlingen, en in welke orde deze laatste onderling zullen worden gerangschikt ingeval zij wegens het vastgestelde aantal niet allen kunnen worden vergoed.

De tekst behoort omgewerkt te worden met inachtneming van deze beide opmerkingen.

+

\+ +

.../...

Volgens het ontwerp heeft het besluit uitwerking met ingang van 1 januari 1955 en dit uitsluitend om de verhogingen van de bedragen der toelagen en vergoedingen met terugwerkende kracht te kunnen toestaan. De terugwerking van elk ander voorschrift ware overigens in rechte en in feite ondenkbaar. De tekst dient dus in minder ruime bewoordingen te worden geredigeerd.

\+

\+ +

De overige opmerkingen, die alleen de vorm betreffen, blijken voldoende uit de hierna voorgestelde nieuwe tekst. Met name heeft de Raad van State bij het redigeren daarvan aan volledige vervanging van de gewijzigde alinea's, paragrafen of artikelen de voorkeur gegeven boven fragmentarische wijziging.

Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 15 maart 1949, waarbij het inrichten van de vakcursussen voor officieren en kandidaat-officieren van de brandweer geregeld wordt.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 16 juni 1937 waarbij de Koning er toe gemachtigd is de nodige maatregelen te nemen om 's Lands mobilisatie en de bescherming van de bevolking in geval van oorlog te verzekeren, inzonderheid op artikel 1, 4° ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1935 betreffende de algemene organisatie der brandweerdiensten, inzonderheid op artikel 3 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1936 tot goedkeuring der modellen van grondreglement voor de gemeentelijke korpsen van beroeps- en vrijwillige brandweermannen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1937, inzonderheid op de artikelen 3 van die reglementen ;

Gelet op het besluit van de Regent van 15 maart 1949 waarbij het inrichten van de vakcursussen voor officieren en kandidaat-officieren van de brandweer geregeld wordt ;

Gelet op het akkoord van Onze Eerste-Minister, gegeven op 28 mei 1956 ;

Gelet op het akkoord van het Begrotingscomité, gegeven op 21 september 1956 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 2 van het besluit van de Regent van 15 maart 1949 wordt met de volgende tekst aangevuld :

.../...

"alsmede enige ander door de Minister van Binnenlandse Zaken of dezes gemachtigde te bepalen vak dat op de bescherming tegen rampen betrekking heeft".

Artikel 2.-

Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5.- Niemand mag de cursussen volgen noch het examen afleggen, tenzij hij gedurende de daardoor in beslag genomen tijd verzekerd is tegen de gevaren welke uit deze cursussen en examens kunnen voortvloeien.

Voor de niet tot een brandweerkorps behorende leerlingen worden de verzekeringskosten door de Staat gedragen, tenzij voor de tweede maal gebruik wordt gemaakt van het recht verleend door artikel 7".

Artikel 3.-

Artikel 7, vierde lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Van het bij dit artikel bepaalde recht mag slechts tweemaal gebruik worden gemaakt".

Artikel 4.-

Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 11.- § 1. Aan de leraars wordt een toelage van 150 frank per uur cursus en aan de leden der examencommissie een toelage van 500 frank per examendag verleend.

Leraars en leden der examencommissie evenwel, die ten bezware van de openbare Schatkist een prestatievergoeding als deel uitmakende van het inspectiepersoneel der brandweerdiensten of een wedde genieten, kunnen op de in het eerste lid bepaalde toelagen geen aanspraak maken, tenzij de cursussen en examens op zaterdagnamiddag, zondag, of op een wettige feestdag plaats hebben.

Voor de vaststelling van hun vergoedingen voor reis- en verblijfkosten worden leraars en leden der examencommissie gelijkgesteld met inspecteurs van het centraal bestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

§ 2. Onder voorbehoud van het bepaalde in § 4, wordt aan de leerlingen, benevens terugbetaling van de werkelijk gedane uitgaven voor reizen tweede klasse per spoor, tweede klasse per buurttram of met enig ander gelijkwaardig vervoermiddel, verleend :

a) een verblijfsvergoeding per dag volledige aanwezigheid op de cursussen of deelneming aan de examens ;

.../...

b) een nachtvergoeding zo de leerling, wegens de afstand of de verkeersmoeilijkheden, verplicht is te overnachten.

Het bedrag van deze vergoedingen stemt overeen met dat van het voor klerken en opstellers van de Staat geldende tarief.

§ 3. De in § 2 bepaalde reis- en verblijfsvergoedingen worden verleend overeenkomstig de bepalingen betreffende dienstreizen van het Rijkspersoneel.

§ 4. (zie advies, zesde tot achtste alinea)".

Artikel 5.-

Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 12.- De kosten verbonden aan de betaling van de vergoedingen en toelagen, van de verzekering, van de kantoorbehoeften, van het didactisch materiaal en van de huur van lokalen (met inbegrip van schoonmaak, vuur en licht) worden aangerekend op de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken".

.../...

Artikel 6.-

Met ingang van 1 januari 1955 heeft artikel 4 van dit besluit uitwerking inzover het de bedragen verhoogt :

1° van de toelagen aan leraars en aan leden van de examencommissie ;

2° van de reis- en verblijfsvergoedingen der leerlingen.

Artikel 7.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Financiën,

a chambre était composée de

essieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président
e Heren : raadsheer van State, voorzitter

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J.LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J.COOLEN, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le ontrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par . G.BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.